COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 16 avril 2010
(convocation du 6 avril 2010)**

Aujourd'hui Vendredi Seize Avril Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRES Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard à cpter de 10 h 00
M. PIERRE Maurice à M. HERITIE Michel jusqu'à 10 h 20
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel
M. TURON Jean-Pierre à M. TOUZEAU Jean
M. AMBRY Alain à M. PEREZ Jean-Michel jusqu'à 09 h 55
M. ANZIANI Alain à M. CHARRIER Alain
M. BAUDRY Claude à Mme EWANS Marie-Christine

Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZENAVE Charles jusqu'à 11 h 00
Mlle COUTANCEAU Emilie à Mme BOST Christine
Mme DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard jusqu'à 09 h 55
M. DUCASSOU Dominique à Mme TOUTON Elisabeth
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. JOUBERT Jacques
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime à cpter de 10 h 00
M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
M. REIFFERS Josy à Mme COLLET Brigitte
M. ROUYEYRE Matthieu à Mme DIEZ Martine

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - Construction du tramway 1ère Phase -Travaux de revêtement des quais de station - marché n°02 002 U - Levée de s réserves - Transaction - Autorisation

Monsieur CHAUSSET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le marché :

Par marché n°02 002 U (URB 61) notifié le 21 janvier 2002, la Communauté urbaine a confié au groupement d'entreprises groupées solidaires SOMOCLEST BATIMENT SA / SATP dont la société SOMOCLEST BATIMENT SA est le mandataire, le soin de réaliser les travaux de revêtement de quais des stations de la 1^{ère} phase du tramway.

Le montant total du marché s'élevait à 5 981 367,15 € ht et sa durée d'exécution était de 27 mois à partir de la notification du marché (21 janvier 2002).

Le titulaire du marché devait réaliser les travaux suivants sur 46 stations :

- préparation du support et réalisation du béton de propreté,
- fourniture et pose des nez de quais,
- pose des lisses métalliques, des lisses en matériau isolant et des bandes podotactiles,
- fourniture et pose des dalles préfabriquées.

Les maîtres d'œuvre et le contrôleur technique :

La maîtrise d'œuvre de la réalisation de l'ensemble des aménagements urbains liés au système tramway, dont le revêtement des stations, a été confiée au groupement conjoint constitué par l'agence d'architecture BROCHET-LAJUS-PUEYO (BLP), mandataire, l'agence SIGNES, et l'agence Elisabeth de PORTZAMPARC (EDP) par contrat n°98 317 U en date du 9 novembre 1998.

Cette mission de maîtrise d'œuvre particulière devait intervenir sous la coordination d'un maître d'œuvre général dénommé Groupe d'Etudes Tramway (G.E.T), groupement conjoint constitué par les sociétés SYSTRA, THALES et INGEROP (mandataire SYSTRA), et confié par marché n°97 243 U du 18 juillet 1997.

Le contrôle technique de l'opération 1^{ère} phase est assuré par la société APAVE. Son périmètre d'intervention, prévu au marché passé par la Communauté urbaine de Bordeaux, ne comprend pas la pose du revêtement des quais, mais uniquement les travaux de génie civil des stations.

Les réceptions avec réserves :

Durant la phase travaux, de nombreux désordres sont apparus (descellement des plaques, dalles sonnantes creux, fissures, joints défectueux...). La maîtrise d'œuvre des aménagements urbains du tramway a estimé, le 18 juillet 2003, que l'état persistant des désordres sur le revêtement de nombreux quais de station ne lui permettait pas de procéder aux opérations préalables à la réception des 23 premières stations.

Le 6 octobre 2003, la société SATP a saisi le Tribunal administratif de Bordeaux en référé expertise pour déterminer les causes et les responsabilités de ces désordres.

Puis, chacune des 46 stations a fait l'objet d'une décision de réception partielle prise entre le 3 novembre 2003 et le 21 avril 2004. A l'exception de la station Musée d'Aquitaine, ces décisions mentionnent en « réserves sur les dalles sonnantes creux – en attente rapport d'expertise ».

A ce jour, les réserves n'ont toujours pas été levées.

L'expertise judiciaire :

Par ordonnance en date du 9 décembre 2003, le juge des référés a fait partiellement droit à la demande de la SA SATP en décidant de confier à un expert judiciaire :

« la mission de décrire les désordres affectant les travaux exécutés par le groupement d'entreprises solidaires SOMOCLEST – SATP au titre du marché de travaux publics passé par la Communauté urbaine de Bordeaux pour l'exécution des travaux de revêtement des quais des 52 stations de tramway, de rechercher les causes de ces désordres, de donner son avis sur la nature et le montant des travaux propres à remédier à ces désordres et sur les responsabilités encourues ».

A l'issue des opérations d'expertise (rapport remis en octobre 2007), l'expert note « qu'un nombre important des dalles de revêtement « sonnent creux », c'est-à-dire qu'elles n'adhèrent pas à leur support sur la totalité de leur surface ». L'expert constate par endroit des phénomènes de tuilage, ainsi que quelques fissures.

Les conclusions de l'expert sont :

- concernant les responsabilités, l'expert a clairement fait ressortir que les désordres sont imputables à un vice de conception tenant aux dimensions excessives des dalles (rendant leur mise en œuvre délicate) et à une mauvaise exécution des travaux ;
- concernant la réparation du dommage, l'expert conclut à la reprise de l'ensemble des dalles courantes pour un montant estimé variant entre 3,2M € ht et 5,4 M € ht (selon les devis), et considérant que les désordres sont évolutifs.

La procédure contentieuse :

Fort de ce rapport d'expertise, la Communauté urbaine de Bordeaux a :

- écrit aux entreprises SOMOCLEST et SATP leur demandant de procéder aux réparations au titre de leurs obligations contractuelles (septembre 2008) ;
- déposé un recours auprès du Tribunal administratif en responsabilité contractuelle à l'encontre du groupement titulaire, des maîtres d'œuvre et du contrôleur technique, demandant l'indemnisation du préjudice subi (mai 2009). Cette instance est toujours en cours.

La négociation amiable :

La Communauté urbaine de Bordeaux approuvait les conclusions de l'expert quant aux causes des malfaçons et aux responsabilités, cependant remettait en questions les préconisations pour y remédier : en effet, une réfection de toutes les dalles des 46 stations de la 1^{ère} phase perturberait de manière considérable le service public des transports rendu à l'utilisateur et ce, sur une longue période de travaux.

De plus, la Communauté serait obligée de préfinancer cette opération sans certitude quant à son remboursement.

Entre novembre 2008 et mai 2009, la Communauté urbaine de Bordeaux a souhaité que les parties en cause proposent une solution technique alternative viable conciliant continuité du service public et pérennité de l'ouvrage, permettant de lever les réserves.

Les négociations ont été menées avec le groupement SOMOCLEST / SATP (titulaire du marché de travaux) et BLP (le maître d'œuvre aménagements urbains) ; la responsabilité de l'APAVE (contrôleur technique) et du GET (maître d'œuvre principal) ayant été écartée dans les conclusions du rapport d'expertise.

Pendant ces réunions de négociations sur les travaux à mettre en œuvre, la Communauté urbaine a toujours recherché à valider les réponses techniques proposées, recherchant une solution qui avant tout assure la **solidité et la pérennité de l'ouvrage** concernant son entretien, en recherchant les avis techniques auprès des services de la Communauté urbaine de Bordeaux en charge de l'exploitation du réseau, de l'exploitant et des experts techniques des parties (BLP et SOMOCLEST).

La solution technique proposée :

En mars 2009, les sociétés SOMOCLEST, BLP et leurs experts techniques ont proposé la solution technique suivante :

1. Réalisation d'essais de charge :

Lors de l'expertise judiciaire, aucun essai de charge sur les dalles n'a été réalisé, permettant de savoir si une « dalle sonnante creux » peut se casser sous le poids d'une charge importante ou basculer et est donc synonyme de sinistre et de danger.

Il s'agit de soumettre un échantillon de dalles (réparties sur plusieurs stations) à de lourdes charges et vérifier leur comportement (essais sur la totalité de la dalle « sonnante creux » avec une charge de 400 kg, essais d'une charge ponctuelle de 100 kg sur un angle).

Une procédure d'essais de chargement et de basculement a été validée par le maître d'œuvre BLP et par les experts techniques des sociétés SOMOCLEST et BLP, en accord avec la Communauté urbaine de Bordeaux.

Ces essais, réalisés par EXAM BTP (laboratoire agréé), se sont déroulés en juillet 2009 sur une dizaine de stations de la ligne B, en présence des représentants de la Communauté urbaine de Bordeaux, de l'expert du maître d'œuvre BLP, des sociétés SATP et SOMOCLEST.

Le rapport d'essais conclut à l'absence de désordre sur les dalles testées (pas d'apparition de fissuration, de casse, de tuilage ou de soulèvement des dalles ...) et les fissurations existantes ne sont pas aggravées, démontrant ainsi le caractère non évolutif des désordres relatifs aux dalles.

Ces essais de charge ont permis de démontrer que la **solidité des dalles de stations n'était pas en cause**.
En revanche, l'ensemble des parties constate une **dégradation anormale des joints**. La reprise globale de ceux-ci est garant d'une bonne tenue de l'ensemble et permet d'assurer la **pérennité** de l'ouvrage.

2. Relevé exhaustif de l'état de l'ensemble des stations :

La société SOMOCLEST, en présence de l'expert de BLP, a procédé à un relevé des malfaçons (**joints + dalles cassées**) sur site, station par station.

Ce relevé a été vérifié et complété par les services de la Communauté urbaine. Ce relevé contradictoire servira de définition des travaux à réaliser pour la levée des réserves.

Ces travaux à réaliser tels que définis dans l'annexe 3, consistent en :

- * la reprise de dalles, à déposer et reposer selon les préconisations de l'ATEX n°1487,
- * la reprise des joints silicone ou ciment.

Ne sont pas inclus dans le périmètre des travaux :

- la reprise des fissures, d'une part, les essais de charge ont démontré l'absence de leur aggravation dans le temps, et d'autre part, leur traitement péjorerait l'aspect esthétique de la dalle ;
- les joints autour des lisses, qui seront repris dans le cadre d'un autre contentieux spécifique aux lisses.

Ces travaux concernent l'ensemble des 46 stations de la phase 1. A noter que la station Musée d'Aquitaine a été incluse dans le périmètre lors des négociations (alors que son procès-verbal de réception ne mentionnait pas « dalle sonnante creux » en réserve).

3. Organisation des travaux :

Le suivi des travaux est confié à BLP en tant que maître d'œuvre assisté de son expert technique.

Une station test sera réalisée et soumise à validation du maître d'œuvre, de la Communauté urbaine de Bordeaux et de l'exploitant, avant tout commencement des travaux sur les autres stations.

Pour garantir la bonne réalisation des travaux, la Cub a exigé des parties la souscription d'une garantie extrinsèque auprès d'une banque ou d'une société d'assurance (celles-ci s'engageant à avancer les sommes nécessaires à l'achèvement des travaux de réfection des dalles en cas de défaillance des entreprises).

Ce n'est qu'à l'issue de la vérification de la bonne exécution de l'ensemble des travaux que la Communauté urbaine de Bordeaux se retirera de l'instance en cours auprès du Tribunal administratif.

Une garantie d'un an dite de parfait achèvement sur ces travaux a été négociée entre les parties.

Une procédure d'entretien des joints a été fournie par le groupement Somoclest / SATP, permettant ainsi à la Communauté urbaine de prescrire de manière précise ses obligations en terme d'entretien, et ce afin de garantir dans le temps la tenue des réparations effectuées.

4. Répartition financière des coûts :

L'ensemble des coûts directs et indirects des travaux sont à la charge de SOMOCLEST, SATP et BLP. Ils comprennent les coûts de la réalisation des travaux, les frais de suivi de travaux, de coordination SPS, d'indemnisation de l'exploitant du réseau Tbc au titre de ses pertes d'exploitation et frais de garantie.

Conformément au rapport d'expertise, le maître d'œuvre GET et le contrôleur technique APAVE n'ont pas de reconnaissance de responsabilité dans la survenance des malfaçons, et sont exonérés de toute obligation au titre du protocole.

Les frais d'expertise payés par la Communauté urbaine de Bordeaux seront remboursés par les parties (6 709,14 € ht).

La **recette** correspondante est à imputer au budget Annexe Transports, Chapitre 77, Compte 77800002 - Exercices 2010.

En application des articles L 2121.12 et 2121.13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le projet de transaction est consultable pour les Conseillers communautaires à l'immeuble Le Guyenne à la Direction Centrale des Achats et Marchés - 6^{ème} étage.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

Vu le marché n°2 002 U pour les travaux de revêtement des quais de stations pour la 1^{ère} phase du tramway,

Vu les décisions de réceptions des stations prises par la Communauté urbaine entre novembre 2003 et avril 2004 et notamment les réserves énumérées,

Vu le rapport d'expertise rendu le 8 octobre 2007,

Vu la requête en responsabilité contractuelle déposée auprès du Tribunal administratif par la Communauté urbaine de Bordeaux,

Vu l'article 2044 du code civil,

Entendu le rapport de présentation

Considérant qu'il convient de mettre fin au contentieux en responsabilité contractuelle engagé par la Communauté urbaine envers les participants à l'acte de construire le revêtement des quais de stations par une transaction définissant les modalités techniques et financière de levée des réserves,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le Conseil de Communauté décide de recourir à la conclusion d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil afin de clore le différend opposant la Communauté urbaine aux entreprises suivantes : Somoclest Bâtiment SA, SATP, BLP, Sarl Signes, EDP, SYSTRA, THALES Engineering and Consulting, INGEROP Conseil et Ingénierie ;

ARTICLE 2 : Le Conseil de Communauté approuve l'ensemble des concessions réciproques telles que retracées ci-dessus ;

ARTICLE 3 : Le Conseil de Communauté approuve le projet de transaction mis à disposition des élus, définissant les modalités techniques et financières de levée des réserves du marché n°2 002 U ;

ARTICLE 4 : Le Conseil de Communauté autorise Monsieur le Président à signer la transaction correspondante avec les sociétés Somoclest Bâtiment SA, SATP, BLP, Sarl Signes, EDP, SYSTRA, THALES Engineering and Consulting, INGEROP Conseil et Ingénierie ;

ARTICLE 5 : La recette sera imputée au Budget Annexe Transports – Chapitre 77 –
Compte 77800002 – Exercice 2010.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 16 avril 2010,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
22 AVRIL 2010**

PUBLIÉ LE : 22 AVRIL 2010

M. GÉRARD CHAUSSET